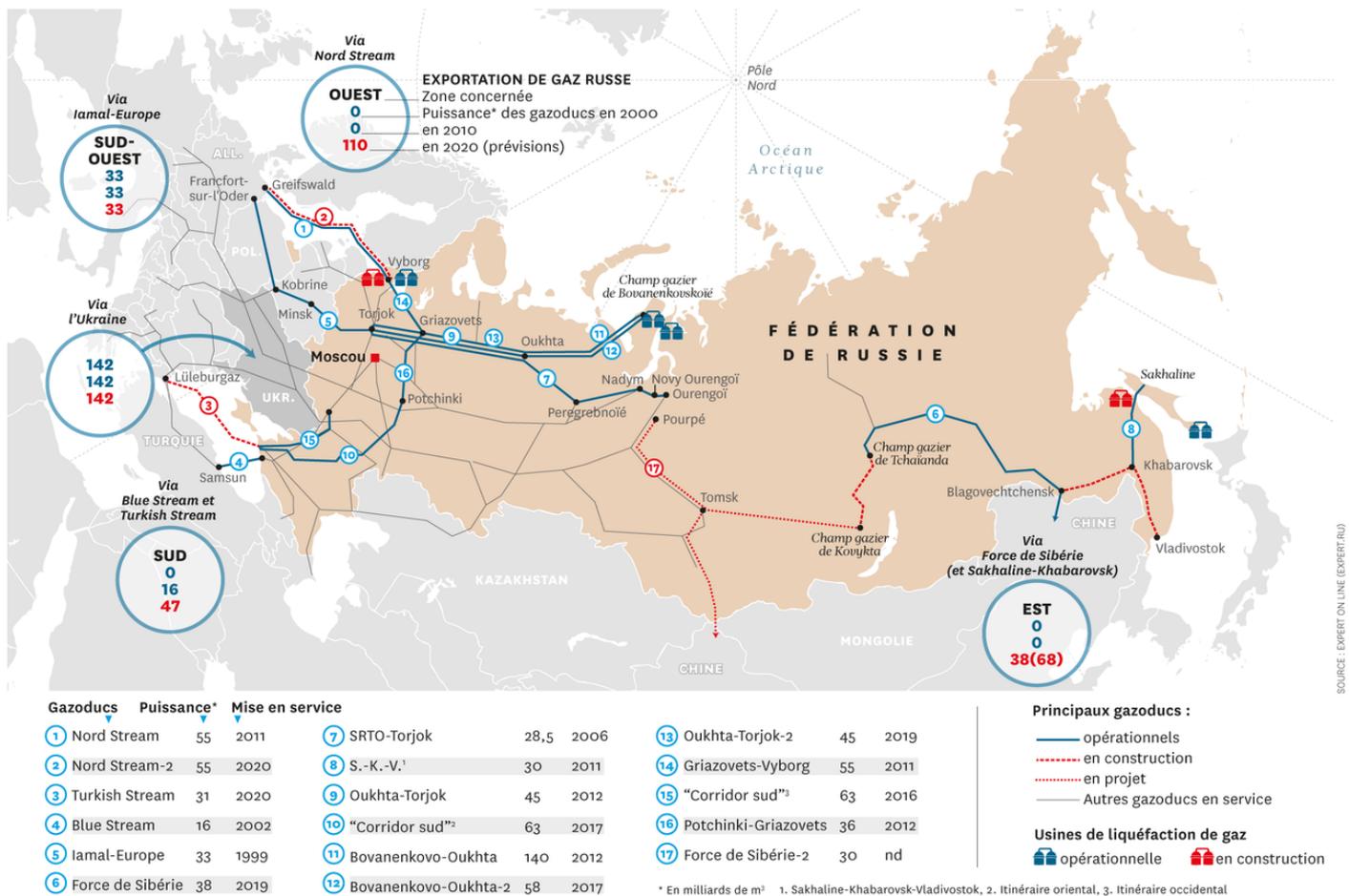


Projets postsoviétiques de construction de gazoducs et d'usines de liquéfaction du gaz



Le monde en cartes. Comment la Russie assoit sa puissance sur les gazoducs

COURRIER INTERNATIONAL - PARIS

Publié le 23/12/2019 - 09:02

Entre la fin de 2019 et mi-2020, l'entrée en fonction de trois nouveaux grands gazoducs vers l'étranger doit renforcer la position dominante de la Russie sur le marché mondial du gaz. En augmentant ses capacités d'exportation vers l'Europe et en les diversifiant en direction de la Chine, Gazprom, le premier producteur et exportateur mondial de gaz naturel, défend ses intérêts économiques mais promeut aussi les intérêts stratégiques du Kremlin.

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Après avoir réglé, le 31 décembre 2019, son conflit avec Kiev en signant un accord très attendu sur la prolongation du transit du gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine, Moscou peut se réjouir de l'inauguration, le 8 janvier 2020, du gazoduc Turkish stream. Vladimir Poutine

se rend ce jour à Istanbul pour célébrer l'événement avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

Comme l'écrit le quotidien moscovite **Kommersant**, dans un contexte d'escalade de la tension entre les Etats-Unis et l'Iran après l'assassinat ciblé du général iranien Soleimani par Washington, "ce projet gazier commun permet à Moscou et Ankara de mettre un peu de côté des divergences politiques assez sérieuses [sur la Syrie et la Libye] et de chercher des approches communes concernant les événements du Moyen-Orient".

Comme toujours, les enjeux liés aux pipelines sont profondément stratégiques. Décryptage.

Trois gazoducs russes sont entrés, ou vont entrer, en fonction en 2019 et 2020 : **Nord Stream 2**, pour les livraisons de gaz en direction de l'Europe occidentale, **Turkish Stream**, en direction de la Turquie, **Force de Sibérie**, en direction de la Chine.

Comme l'écrit le magazine analytique russe **Expert**, "les analystes sont convaincus que ces trois projets apporteront à la Russie des profits économiques et politiques à long terme". Pour **The Economist**, "l'achèvement par Gazprom, le géant d'État, de trois mégaprojets de gazoducs en 2019 aura des retombées géopolitiques dans le monde entier et constitue un défi géopolitique pour l'Occident". Depuis la fin de la guerre froide, les exportations de gaz naturel de la Russie servent en effet tout autant à promouvoir les intérêts économiques du pays que les intérêts stratégiques du Kremlin.

- **L'Europe et le gaz russe.** Les capacités d'extraction de la Norvège se réduisent progressivement, et l'Europe ne veut pas dépendre trop du gaz russe. Dans le même temps, les exigences écologiques se prononcent en faveur du gaz plutôt que du charbon. Le volume de consommation de gaz de l'Europe au cours des dernières années oscillait entre 510 et 530 milliards de mètres cubes par an. Outre la Russie, les pays qui l'approvisionnent sont la Libye, le Qatar, l'Algérie, le Nigeria. La part du gaz russe représente 34 % de ce volume. Les groupes de consulting IHS Markit et Wood Mackenzie, cités par **Expert**, prévoient une augmentation de cette part, à l'horizon 2035, jusqu'à 38-41 %.
- **Gazprom** est la plus grande compagnie énergétique de Russie. Elle a été fondée en 1989, et 50 % de son capital est détenu par l'État. Spécialiste de l'extraction, du traitement et du transport du gaz, elle contrôle 17 % des réserves de gaz mondiales, 72 % des réserves russes et le plus grand système de gazoducs au monde, soit 172 000 kilomètres. Elle livre du gaz dans 30 pays, emploie 466 000 personnes et son chiffre d'affaires s'élève à 118 milliards de dollars pour 2018. Gazprom est aussi un acteur majeur sur le marché mondial du pétrole. Sa puissance fait de ce géant de l'industrie de

l'énergie une véritable arme géopolitique, considérée même comme un "cheval de Troie" de la Russie dans les pays d'Europe de l'Est anciennement satellites de l'Union soviétique.

Nord Stream 2, en direction de l'Europe occidentale

"Le destin du gazoduc Nord Stream 2 déterminera le futur de la communauté transatlantique, d'une part, et des relations UE-Russie, d'autre part", écrivait le politologue russe Fiodor Loukianov, fin 2018, alors que le projet divisait l'Europe et fâchait Washington.

Nord Stream 2 double le gazoduc Nord Stream mis en fonctionnement en 2011. Il traverse les eaux territoriales de quatre États – la Finlande, la Suède, le Danemark et l'Allemagne. Ce nouveau projet qui, comme le précédent, contourne l'Ukraine et se fait donc au détriment de cette dernière, a braqué contre lui de nombreux pays d'Europe de l'Est.

À la mi-décembre, il ne restait que 300 kilomètres (sur 1 200 au total) de tuyaux à poser au fond de la mer Baltique pour que Nord Stream 2 relie le grand port russe d'Oust-Louga au terminal allemand de Lubmin, près de Greifswald, et achemine 55 milliards de mètres cubes par an de gaz russe vers l'Europe. Sa mise en fonction est prévue pour la mi-2020.

- **La question ukrainienne.** L'un des points les plus discutés de ce projet au sein de l'Union européenne concerne les conséquences de sa réalisation pour l'Ukraine. En guise de concession aux opposants à ce gazoduc, le gouvernement allemand a exigé de Moscou la garantie que l'Ukraine reste un pays de transit. Le transit du gaz russe rapporte en effet à ce pays environ 2 milliards de dollars par an, alors que les recettes du budget de l'État s'élèvent entre 25 et 28 milliards de dollars (selon le cours de la grivna).

Comme le rappelle la Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'idée de construire des gazoducs pour contourner l'Ukraine n'est pas nouvelle : elle date d'avant l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. En Russie, on y songe depuis les années 1990, à l'époque où le seul moyen de livrer du gaz russe aux acheteurs occidentaux était de passer par l'Ukraine. Or, d'énormes quantités de gaz russe disparaissaient au passage de l'Ukraine nouvellement indépendante. Les conflits entre la Russie et l'Ukraine sur les modalités des contrats régissant le transit sont par ailleurs fréquents depuis l'hiver 2005-2006, et placent à chaque fois les pays européens dans l'incertitude quant à leur approvisionnement.

La semaine dernière, Moscou et Kiev ont toutefois annoncé être parvenus à un accord sur la prolongation du transit du gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine. Il ne devrait donc pas y avoir de nouvelle "guerre du gaz" cette année. La société Gazprom s'est engagée à verser 2,9 milliards de dollars à son homologue ukrainienne, Naftogaz, au terme d'une longue

bataille judiciaire devant différentes juridictions internationales. L'accord de transit porte sur cinq ans et devrait être ratifié avant le 29 décembre.

- **Sanctions américaines.** Le 11 décembre, à Washington, la Chambre des représentants a adopté à une large majorité un train de sanctions contre les groupes de l'énergie qui ont participé au financement du projet : Royal Dutch Shell (Angleterre - Pays-Bas), OMV (Autriche), Wintershall et Uniper (Allemagne) et Engie pour la France. Une attitude américaine qui s'inscrit dans le climat de guerre froide actuelle entre les États-Unis et la Russie, mais aussi dans le climat de guerre économique mondiale. En Allemagne, par exemple, ce vote a déclenché de vives réactions.

Comme le souligne le quotidien allemand **Süddeutsche Zeitung**, les Américains prétendent s'inquiéter de la trop grande dépendance au gaz russe de l'Allemagne et de l'Europe, mais "en réalité beaucoup à Washington ne veulent pas que Moscou bénéficie de cette manne", et l'Amérique "préfererait vendre son propre gaz (de schiste et liquéfié, plus cher et plus polluant) à l'Europe". En effet, en juillet 2018, à l'issue de sa rencontre avec Vladimir Poutine, Trump avait été on ne peut plus clair :

“ Pour le gazoduc, nous allons être en concurrence. Je ne suis pas certain que ce soit le mieux pour les intérêts de l'Allemagne, mais c'est leur décision... Nous vendons du gaz liquéfié, nous devons être concurrentiels face au gazoduc, et nous nous imposerons, même s'ils ont quelques avantages.”

Turkish Stream, en direction de la Turquie et de l'Europe du Sud-Est

Les excellentes relations entre la Turquie et la Russie sont à nouveau scellées avec l'inauguration par Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan à Istanbul, le 8 janvier 2020, du gazoduc Turkish Stream, un projet désapprouvé par les États-Unis et un certain nombre de pays européens, toujours inquiets d'une trop grande dépendance énergétique envers la Russie.

Long d'environ 1 100 kilomètres, le gazoduc relie le sud de la Russie à la partie européenne de la Turquie en passant sous la mer Noire. Il fera de la Turquie un hub gazier et permettra d'augmenter la fourniture en gaz de l'Europe du Sud. Il comprend deux tronçons d'une capacité annuelle cumulée de 31,5 milliards de mètres cubes : l'un, déjà terminé, dessert les consommateurs turcs, l'autre desservira à partir de 2020 la Serbie et la Bulgarie, puis la Hongrie en 2021 et la Slovaquie en 2022.

- **Un lien solide entre Moscou et Ankara.** La construction de Turkish Stream a connu quelques accrocs en 2015. En effet, elle a été suspendue après l'incident diplomatique provoqué par la destruction d'un avion de chasse russe au nord de la Syrie par l'armée turque. L'épisode, fâcheux, a été surmonté après les excuses d'Ankara, et fin 2018 déjà, les deux présidents ont inauguré le premier tronçon du gazoduc : *"Je remercie sincèrement M. Erdogan pour sa volonté politique et son courage dans la réalisation de ce pipeline"*, avait alors déclaré Vladimir Poutine, cité par le quotidien islamiste **Yeni Akit**. *"L'année 2015 est loin derrière nous et l'amitié russo-turque plus forte que jamais, comme le montrent nos échanges commerciaux, qui devraient atteindre les 100 milliards de dollars"*, s'était félicité un éditorialiste du quotidien progouvernemental **Sabah**.

Force de Sibérie, en direction de la Chine

Le 2 décembre, en direct par téléconférence, les présidents russe et chinois ont lancé solennellement la mise en route du gazoduc Force de Sibérie. Il s'agit des premières livraisons de gaz russe de l'histoire sur le marché chinois et d'un contrat historique pour Gazprom. Il aura fallu quatre ans et demi à la compagnie gazière russe pour construire Force de Sibérie, le gazoduc de 2 200 kilomètres qui relie le gisement de Tchaïanda, dans le sud de la Yakoutie, à la frontière chinoise, où il passe sous le lit du fleuve Amour. Le point de passage entre les deux pays se trouve au niveau des villes de Blagovestchensk et de Heihe, respectivement russe et chinoise.

Ce gazoduc, parmi les plus longs du monde, atteindra 3 000 kilomètres avec ses prolongements : vers l'ouest, côté russe, mais aussi vers l'est pour déboucher sur l'océan Pacifique, et côté chinois jusqu'à Shanghai. Comme le souligne le magazine **Expert**, sa construction s'est déroulée dans des conditions difficiles, le gazoduc traversant des régions de marais, de montagnes, ou des secteurs sismiques actifs, et parfois dans des conditions extrêmes, sachant qu'en Yakoutie les températures peuvent descendre à -60 °C , et à -40 °C dans l'Extrême-Orient russe.

- **Rentabilité en question.** Comme le rappelle le quotidien **Kommersant**, Gazprom et la compagnie chinoise CNPC ont signé en 2014 un accord sur trente ans d'un montant de 400 milliards de dollars pour la livraison de 38 milliards de mètres cubes de gaz par an. Le gazoduc atteindra cet objectif progressivement : il livrera 5 milliards de mètres cubes en 2020, 10 milliards en 2021, 15 milliards en 2022 et 38 milliards en 2024. Le coût du mégaprojet, originellement fixé à 800 milliards de roubles (11,3 milliards d'euros), a finalement atteint 1 100 milliards de roubles (15,5 milliards d'euros). *"La rentabilité du gazoduc pour Gazprom est pour l'heure très difficile à évaluer"*, estime le titre.

- **Un Force de Sibérie 2 en projet.** Le Kremlin affiche plus d'optimisme dans ce domaine. *"Ce gazoduc est non seulement important pour la Russie et la Chine, mais il contribuera également au développement des pays de la région Asie-Pacifique"*, a déclaré le porte-parole de Vladimir Poutine, Dmitri Peskov, cité par **Gazeta.ru**. En effet, les besoins en pétrole et en gaz de ces pays ne devraient que croître, c'est pourquoi la Russie et la Chine mènent d'ores et déjà des pourparlers pour la construction de Force de Sibérie 2. Ce sera en tout cas sûrement le cas de la Chine, fait remarquer le titre. Jusqu'à présent, elle faisait venir son gaz du Turkménistan (à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan), mais la demande croissante en ressources énergétiques n'était pas satisfaite. De plus, pour des raisons écologiques, la Chine s'efforce d'amorcer une transition du charbon vers le gaz.

Laurence Habay